

HAÏTI

nouvelles
images d'

BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE Supplément à Une Semaine en Haïti

SOMMAIRE

Un an après le tremblement de terre,
N.I.H reprend son format habituel de
quatre pages, en concentrant nos forces
sur l'article principal.

Page 1-3

L'ARTICLE DU MOIS

L'information : Une question grave
Entretien avec Gotson PIERRE

Page 3-4

VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITON

Thèmes : culture, démocratie, aide cubaine
pour l'éducation

Page 4

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

L'image du CHF en Haïti et en France

EDITORIAL ————— février 2011 - n°94

En ce mois de février où une liberté de parole et d'information a mis en branle le monde arabe, où les nouvelles technologies métamorphosent la communication entre les hommes, où les pouvoirs en place, maîtres jusqu'alors de la "communication", sont débordés par cette libre circulation, il serait indécent de parler de jasmin et d'œillet pour Haïti où 400 000 personnes vivent encore dans des camps et où il reste 4 millions de mètres cubes de décombres à nettoyer. Pourtant en Haïti, des journalistes, des militants travaillent depuis des années pour des médias alternatifs ouverts et démocratiques.

Gotson Pierre, journaliste, coordinateur du groupe Medialternatif, éditeur de l'agence de presse en ligne AlterPresse, était à Paris le 19 Février. Il participait à une journée de rencontre avec des Haïtiens porteurs de projets, organisée par 6 associations franco-haïtiennes (dont le CHF) et le service culturel de l'Ambassade d'Haïti en France. Cette rencontre souhaitait dresser un autre portrait d'Haïti, montrer l'esprit d'entreprise des Haïtiens, premiers concernés par la refondation de leur pays. Nous avons profité de sa présence pour lui demander de faire avec nous, pour N.I.H, le point sur l'information en Haïti.

L'ARTICLE DU MOIS

L'information : Une question grave

Comment les Haïtiens ont-ils accès à l'information ?

Pour trouver l'information, les Haïtiens comptent d'abord sur la radio. C'est le média le plus important, le plus instantané. Il y a plus de 300 émetteurs. La majorité des radios sont privées ou confessionnelles et il n'y a pas de radio universitaire. La propriété de la radio s'est démocratisée et ceux qui créent un média ne sont pas forcément des professionnels.

Quelle est l'aire de couverture ?

Depuis le coup d'État de 1991, les radios ont quitté la

fréquence AM (Grandes Ondes et Petites Ondes) qui leur permettait de couvrir une grande partie du pays. Avec le coup d'État militaire de septembre 1991 et l'embargo, les émetteurs AM ont été détruits ou rendus inutilisables à cause de leur forte consommation d'électricité. La remise en marche s'est largement faite en FM, avec la nécessité d'antennes relais. Cette fréquence FM est saturée à Port au Prince.

Comment les programmes sont-ils faits ?

Certaines radios de la capitale établissent des accords avec des stations de province pour faire relayer leurs

journaux. D'autres ont leur réseau propre. Elles ajoutent un relai de l'information nationale en plus de leurs programmes locaux. La programmation est moins diversifiée : infos, musique, tribunes libres (émissions ouvertes aux auditeurs qui interviennent librement).

La télévision se développe là où il y a de l'électricité. Plus de soixante-dix chaînes sont en fonctionnement ou autorisées. Avec le commerce des « pèpè »¹, on peut acheter facilement des postes de télévision.

Les programmes viennent de la République Dominicaine, des États-Unis, de Cuba ou par des connexions satellitaires (comme TV5 Monde). Il y a une plus grande offre de médias, mais la qualité des programmes a chuté. Jusqu'en 1986, il n'y avait que deux ou trois chaînes de télévision! Le paysage médiatique haïtien a beaucoup changé à partir de 1990. Le grand nombre de chaînes de télévisions ne permet pas le développement d'une production locale qui stagne. Beaucoup d'émissions sont piratées (telenovelas brésiliennes, films américains, séries, sport...), ce qui augmente les possibilités de diffusion de la sous-culture et des éléments culturels des États-Unis, aux dépens de la culture haïtienne et contribue à accentuer l'acculturation. Même si la TNH (la Télévision Nationale Haïtienne) a encore des émissions en créole (information, publicité), on constate une perte de moyen de diffusion pour cette langue. La situation est légèrement différente au niveau de la radio où la production locale en créole est abondante même si sa qualité laisse généralement à désirer.

La Presse écrite est plus ou moins statique dans la quantité de publications et dans le nombre de lecteurs. Depuis le séisme, Le Matin n'a pas repris normalement sa diffusion papier. Le Nouvelliste, lui, a repris dans des conditions difficiles. La diffusion des quotidiens et hebdomadaires est limitée car il n'y a pas de kiosques, seulement des vendeurs à la criée. Au moins 4 hebdomadaires sont édités à l'extérieur du pays. Pour créer un journal, il n'y a pas de formalités à remplir. La dernière législation date des années 80 et demande d'annoncer la publication, sans avoir besoin de demander une autorisation. L'inscription ISBN est facultative.

Internet est libre. 1/10^{ème} de la population y a accès. La vitesse d'évolution est très rapide. Vers 2004, 80 000 personnes se connectaient et aujourd'hui, il y en a environ un million. Les gens sont très ouverts à la technologie, on peut le constater en observant l'utilisation des téléphones cellulaires : SMS, messagerie, transfert de crédit téléphone... En Haïti, Internet évolue plus vite que dans les autres pays de la Caraïbe. Les autres médias s'en servent comme source d'information, AlterPresse y compris. La plupart des radios sont diffusées sur Internet, ce qui explique que la diaspora est devenue plus présente dans les débats des lignes ouvertes (dans certains cas, jusqu'à 1/3 des participants).

Quelle est la qualité de l'information ?

On ne peut pas généraliser mais dans l'ensemble, les journalistes vérifient l'information. Des sujets comme : « Préval en voyage à Cuba », « La chambre s'est réunie », « Le ministère de la santé » ne présentent pas de problèmes particuliers. Il peut y avoir certaines dérives avec les tribunes libres où le journaliste ne fait pas toujours son travail. Par contre, certaines radios sont très strictes et contrôlent bien les interventions. A la télévision, les débats ont tendance à s'américaniser (spectacle, show). Certains débats à la radio sont d'un bon niveau.

Aujourd'hui, malgré la faiblesse de la qualité de l'information, une dictature telle que celle qu'on a connue dans les années 60 et 70 n'aura plus la possibilité de s'installer : la vitesse de circulation de l'information et l'accès en temps réel aux données relatives à la réalité haïtienne rompent définitivement l'isolement du pays. Au niveau interne, la population semble ne plus être encline à faire l'économie de sa liberté d'expression, un acquis du mouvement de 1986 contre la dictature des Duvalier. Cependant, les atteintes aux libertés peuvent prendre des formes subtiles et la vigilance de tous les instants est de mise.

Y a-t-il un retour de l'information ?

Il y a très peu de sondages, mais il y a une forte interaction avec l'audience. En Haïti, les gens vivent avec l'information qui alimente beaucoup les conversations.

La rumeur, qui se répand facilement en Haïti, est-elle reprise par les journalistes ?

La rumeur court plus facilement dans les médias de la diaspora que dans ceux d'Haïti. Sur Internet il y a parfois un manque de rigueur.

Y a-t-il un contrôle ?

Il existe un organisme officiel, le CONATEL (Conseil National des Télécommunications) qui gère le spectre des fréquences. Il faut déposer une garantie, il n'y a pas de cahier des charges.

Est-ce qu'il y a une formation des journalistes ?

A la Faculté des Sciences Humaines, on peut suivre un cycle d'études de 4 ans. On peut d'abord étudier la communication sociale, puis se spécialiser dans l'option journalisme, publicité, etc. Les médias demandent très peu de spécialisation à part le sport, l'économie. Quelques radios ont des chroniqueurs. Entre les années 80 et aujourd'hui, il y a davantage de formations, mais la qualité a chuté, notamment avec l'arrivée des écoles privées dont la qualité de formation peut être mise en question. La formation se fait aussi sur le tas, enrichie par des séminaires, des rencontres, etc. Gotson Pierre a par exemple travaillé avec l'école de journalisme de Lille, avec le CFPJ (Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes) pour organiser des cours en Haïti et assurer la formation de journalistes. La demande de formation vient des propriétaires de médias ou des journalistes eux-mêmes qui veulent aller plus loin : techniques de rédaction, d'interview... La pratique d'école de journalisme est relativement nouvelle en Haïti.

¹ Les articles d'occasion venus des États-Unis.

Comment obtient-on une carte de presse ?

Une carte de presse est accordée par chaque média. On peut rencontrer des personnes avec une carte de presse, mais sans aucune formation.

Quelles sont les activités d'AlterPresse?

AlterPresse, agence de presse en ligne (<http://www.alterpresse.org/>), fait partie du Groupe Médialternatif. Ce site, très visité, est une référence pour la diffusion de l'information en Haïti comme à l'extérieur. AlterPresse essaie de couvrir les différentes zones avec un réseau de pigistes dans les régions. (Cette pratique existe depuis longtemps dans les radios). La production attendue s'est réalisée à 80 ou 90 %. Des ajustements restent à faire. Le réseau fonctionne, les contacts se font par téléphone et les pigistes transmettent leurs textes par courrier électronique. Certes, il manque un équilibre entre les régions, donc pour ajuster le tir et fournir des éléments en termes de formation, trois rencontres annuelles devraient être programmées. Dans le cadre de ce programme de travail et de formation mis en place pour les collaborateurs d'AlterPresse, un professionnel belge a préparé un module de formation vidéo pour l'équipe de pigistes. Une stratégie se développe également avec les réseaux sociaux : Facebook pour diffuser des titres et photos et Twitter pour faire des alertes ou des couvertures instantanées (par exemple, le retour de Duvalier).

D'autres activités se développent parallèlement à AlterPresse. En effet, le GM a créé Ayiti Kale Je (Haïti ouvrons les yeux) pour mettre en place un programme d'investigation, un travail sur dossiers avec la Société d'Animation en Communication Sociale (SAKS) qui

accompagne une quarantaine de radios communautaires dans tout le pays. L'objectif à développer dès le début de mars est d'assurer de manière plus dynamique la couverture de l'information sous forme audiovisuelle.



Gotson Pierre a participé à l'émission « Kòn Lanbi » de la radio Fréquence Paris Plurielle 106.3 FM. Son intervention nous servira de conclusion.

« La presse haïtienne n'a pas arrêté de se professionnaliser, mais ça ne signifie pas que sa

qualité corresponde aux besoins de la société haïtienne. Elle doit faire face à des défis majeurs et n'a pas toujours été à la hauteur dans toutes les conjonctures, même si elle a parfois bien fait son travail (par ex. pour le choléra, les diverses catastrophes naturelles, etc.). Pour le retour de Duvalier, elle n'a pas du tout été à la hauteur de l'événement. Tout le monde a été pris de court car personne n'y croyait. On a vu des journalistes se comporter comme le commun des mortels, simples spectateurs d'un événement dont ils n'ont pas mesuré l'ampleur. Il y a eu un trou dans l'information. Il a fallu que des journalistes expérimentés rappellent l'histoire des années JC Duvalier. Certains semblent se ressaisir en faisant appel aux témoins de l'époque pour que l'oubli ne s'installe pas. Ce qui manque le plus en Haïti actuellement c'est le journalisme d'investigation, et son développement fait partie de la quête du Groupe Médialternatif. »

ERRATA: Dans le NIH précédent, n°93 de janvier 2011, une erreur s'est glissée dans l'article « Kenbe la Ayiti, au delà des tragédies : un autre regard sur Haïti » en page 2. Le film bolivien sur les enfants des rues de Muriel Brener est un long métrage et non un court métrage.

VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITION

Prix France Culture-Télérama, la sélection 2011

In Telerama, le 26 février 2011

Télérama et France Culture récompensent, chaque début de printemps, une œuvre littéraire écrite en langue française et publiée en janvier ou février. Après (...) Elisabeth Filhol (*La Centrale*, éd. P.O.L) l'an dernier, qui sera le lauréat cette année ? (...) Le jury a présélectionné les dix romans et récits (...) [dont *Corps mêlés*, de



Marvin Victor sur le séisme de janvier 2010, à travers le regard d'un jeune romancier haïtien (Ed. Gallimard)]. Deux lecteurs de *Télérama* et deux auditeurs de France Culture participeront à la délibération finale. Le nom du lauréat, choisi parmi dix ouvrages, sera connu le 16 mars.

Ode à la démocratie haïtienne

In Courrier international, du 10 au 16 février 2011 / Frantz Duval, Le Nouvelliste (extraits) Port-au-Prince



Il y a de cela vingt-cinq ans, le 7 février 1986, Jean-Claude Duvalier quittait le pays au petit matin. Ce devait être le début d'une belle histoire entre les Haïtiens et la démocratie. Quand il a fallu se relever pour prendre à bras-le-corps le bébé Démocratie, tout le monde manquait d'expérience. Les exilés sont rentrés avec leurs projets et leurs faiblesses, des promesses plein la bouche. Le souci d'instaurer la démocratie parlementaire et représentative n'était pas dans les plans de

la majorité de ces leaders autoproclamés qui revenaient d'exil. Le peuple et la presse ont pu jouir du droit de parole sans contrainte. Tous les autres droits de l'homme ont traîné des pieds. Il y avait tant à faire.

Péniblement, la démocratie a fait son chemin. S'appuyant sur de mauvais alliés, des leviers frêles et même de faux amis. Que de morts, que de déceptions, que d'errances ! D'élection en élection, de Parlement en Parlement, de président en président, de coup d'Etat en coup d'Etat, d'entourloupes en pressions, on peut croire que nous avons fait du surplace.

Non. Nous avons été à l'école, la pénible école de l'apprentissage. Il n'y a pas eu de miracle. Nos lacunes diverses nous handicapaient. Nous avons redoublé des classes. Nous avons appris de nos erreurs et en avons commis de nouvelles. Nous sommes tombés dans des pièges. Nous avons inventé des raccourcis. Le 7 février, vingt-cinq ans après le départ et au moment du retour en Haïti de Jean-Claude Duvalier, les élections sont sous perfusion. Mais le processus continue. Exaltant, haletant, déroutant, il continue, et chaque jour chacun des acteurs se dit, en son for intérieur, que cela vaut la peine de continuer à se battre pour la démocratie. Ce fruit défendu que la dictature nous avait ravi.

Cuba : Le pays apporte son aide à Haïti en matière d'éducation (...)

In Actualatino.fr, [Aline Timbert](#) le 27 février 2011



240 000 Haïtiens devraient bénéficier de la méthode d'enseignement cubaine « *Yo, sí puedo* », une méthode pédagogique destinée à l'alphabétisation qui sera développée sur une période de 22 mois dans les départements de l'ouest, de l'est, du nord et du sud de l'île. La première étape consistera à alphabétiser durant l'année 120 000 personnes. Pour ce faire, Cuba va déployer 150 superviseurs, 1 000 enseignants, et 15 techniciens de la *Mayor de las Antillas*, et fournir du matériel audiovisuel. Les pédagogues enseigneront au

sein de classes réparties dans 9 000 centres installés sur les territoires bénéficiaires. L'accord de collaboration en matière d'éducation a débuté il y a dix ans et depuis ce sont 160 000 personnes qui ont appris à lire et à écrire dans cette nation francophone. (...) « *Yo, sí puedo* » est une méthode rapide d'enseignement reconnue au niveau mondial comme mécanisme effectif permettant l'alphabétisation des adultes [apprentissage en langue créole]. (...)

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Liaison avec nos partenaires en Haïti...

Cindy Droque, chargée de mission du CHF, est partie en Haïti et en Guyane du 7 au 24 février. Elle avait comme objectifs de rencontrer nos différents partenaires, notamment le Groupe Médialternatif pour effectuer le suivi des projets que l'on soutient (réseau de pigistes pour AlterPresse, télécentre mobile dans les camps). Plusieurs rencontres avec le GARR (groupe d'appui aux réfugiés et rapatriés) ont permis de préciser la mission

d'une volontaire qui aura pour fonction, au sein du GARR, de travailler sur la question de l'Etat Civil et les conséquences sur les migrants haïtiens. Elle a également rencontré l'équipe du programme « manman bèf » de Veterimed et AVSF, Suzy Castor du CRESFED sur les liens possibles entre ONG et collectivités locales, Marie-Yolène Gilles du RNDDH par rapport au dossier Duvalier et aux plaintes possibles.

... Et en France!

Dans le cadre de la rencontre « Haïti : Des Initiatives. Journée de rencontres avec des Haïtiens porteurs de projets » organisée le 19 février à la Villette, Gotson Pierre, du Groupe Médialternatif et Rosanie Moïse de Veterimed, sont venus présenter le projet de télécentre mobile dans les camps pour l'un et le programme « manman bèf » pour l'autre. Dans les jours qui ont suivi le colloque, M. Pierre et Emeline Sauvignet en ont

profité pour rencontrer plusieurs partenaires comme l'UNESCO, la Francophonie et Reporters Sans Frontière, pendant que Rosanie Moïse a été accueillie à Rennes par le Collectif 35 des Amis d'Haïti et la délégation locale d'AVSF pour rencontrer les investisseurs, éleveurs et laiteries présents autour de Rennes.

Quelle image du CHF en Haïti?

La mission de Cindy Droque en Haïti a permis de prendre conscience de l'image du CHF sur place. De manière générale, les gens nous identifient sur 3 axes: production et diffusion d'information ; soutien à la société civile haïtienne à travers différents partenariats et collaborations ; plaidoyer notamment sur la question de la migration haïtienne.

Il semble que les personnes ont moins clairement en tête le réseau d'associations que représente le CHF, ce qui fera sûrement l'objet de la prochaine mission en Haïti, cette fois-ci par Emeline Sauvignet, en mai 2011, qui en profitera pour prendre du temps avec Veterimed sur le projet « manman bèf ».